



Commune Nouvelle de Villedieu-les-Poêles-Rouffigny
Place de la république
50800 Villedieu-les-Poêles-Rouffigny

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

Mission de maîtrise d'œuvre pour la requalification
de la Route de Caen



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Date et heure limites de réception des offres :
Lundi 30 juin 2025 à 12h00

Sommaire

Article 1.	Objet de la consultation.....	3
Article 2.	Conditions de la consultation	4
2.1	Définition de la procédure	4
2.2	Décomposition en tranches et en lots.....	4
2.3	Nature de l'attributaire	4
2.4	Variantes imposées	4
2.5	Durée du marché et délais d'exécution.....	4
2.6	Modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs	4
2.7	Délai de validité des offres	4
2.8	Clauses sociales et environnementales.....	4
2.9	Négociation	4
Article 3.	Déroulement de la consultation	4
3.1	Documents fournis aux candidats	5
3.2	Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	5
Article 4.	Sélection des candidatures, examen des offres et négociation	6
4.1	Sélection des candidatures.....	6
4.2	Jugement et classement des offres	6
Article 5.	Conditions d'envoi ou de remise des offres	7
5.1	Conditions d'envoi par transmission électronique	7
5.2	Signature des documents transmis par le candidat	8
5.3	Re-matérialisation des documents électroniques avant attribution	8
5.4	Dispositions relatives à la copie de sauvegarde	8
Article 6.	Renseignements complémentaires	9
6.1	Assistance aux candidats et échanges d'informations – Demande de renseignements	9
6.2	Visite du site	9
6.3	Procédures de recours	9

Article 1. Objet de la consultation

La commune nouvelle de Villedieu-les-Poêles-Rouffigny (50) a décidé de lancer une opération de travaux pour l'aménagement et la requalification de la Route de Caen, incluant :

- le renouvellement de la couche de roulement,
- le renforcement de la sécurité des usagers,
- l'intégration d'une voie pour la circulation des modes doux,
- l'effacement des réseaux,
- la réfection, l'amélioration des réseaux d'eau potable, eaux usées et eaux pluviales,
- la valorisation de l'entrée de ville,
- l'intégration d'aménagements paysagers.

Dans le cadre de cette opération, la présente consultation concerne :

Mission de maîtrise d'œuvre relative à l'aménagement et la requalification de la Route de Caen sur la Commune Nouvelle de Villedieu-les-Poêles-Rouffigny.

Le maître d'ouvrage est :

La Commune Nouvelle de Villedieu-les-Poêles-Rouffigny

Place de la république

50800 Villedieu-les-Poêles-Rouffigny

Le lieu d'exécution est :

Commune Nouvelle de Villedieu-les-Poêles-Rouffigny (50800), route de Caen (ancienne RD 975) :

- du n° 67 de la rue Général Huard au rond-point des Estuaires, pour l'aménagement et la requalification ;
- du rond-point des Estuaires à la RD 999 pour la réfection de la couche de roulement.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation.

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la Commande Publique (CCP). Les éléments de mission à réaliser sont les suivants :

Études d'avant-projet	AVP
Études de projet	PRO
Assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux	ACT
Visa des études d'exécution établies par les entreprises	VISA
Direction d'exécution des contrats de travaux	DET
Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement	AOR
Ordonnancement coordination et pilotage	OPC

Le montant prévisionnel alloué aux travaux est estimé à la somme de 1 800 000 € HT (valeur mai 2025).

A titre indicatif, la prestation commencera vers septembre 2025 pour une durée de 14 mois.

L'équipe de maîtrise d'œuvre regroupera toutes les compétences nécessaires à la bonne conduite de la mission et notamment les compétences suivantes :

- Bureau d'étude VRD
- Bureau d'étude Paysage, Urbanisme, Aménagement urbain
- Bureau d'étude hydraulique
- Économiste
- Ordonnancement, Pilotage, Coordination

Article 2. Conditions de la consultation

2.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2.2 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

2.3 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché.

2.4 Variantes imposées

Sans objet.

2.5 Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution sont fixés dans l'acte d'engagement et le CCAP.

2.6 Modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.8 Clauses sociales et environnementales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractères social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont définies au CCAP.

2.9 Négociation

L'éventuelle négociation pourra porter sur tous les aspects de l'offre, techniques et/ou financiers.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier, au plus, les trois offres les mieux placées au vu des critères indiqués dans le présent règlement. Il se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 3. Déroulement de la consultation

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil de l'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Les offres seront exprimées en euros (€).

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Programme de l'opération et ses annexes

3.2 Composition de l'offre à remettre par les candidats

Chaque candidat doit remettre un dossier complet comprenant les pièces suivantes désignées ci-après.

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- DC1 (Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants) ou DUME ;
- Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat, ou le cas échéant une délégation de pouvoir signée ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;
- DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ou DUME ;
- Habilitation du mandataire par ses co-traitants ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (le cas échéant, à préciser dans la DC2) ;
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat

Pour les entreprises nouvellement créées, celles-ci ne pouvant fournir les chiffres d'affaires sur les trois dernières années, doivent pouvoir justifier de leur capacités financières et professionnelles par tous les moyens.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

- **L'acte d'engagement et ses annexes financières** : cadres à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ;

Dans le cas d'un groupement, le candidat joindra les annexes de l'acte d'engagement relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter l'annexe 4 de l'acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

- **Le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :**

- Une note de compréhension de l'opération précisant la méthodologie du maître d'œuvre pour répondre aux missions du marché,
- Une note relative aux moyens humains dédiés au projet : CV de chaque membre de l'équipe avec compétences et expériences similaires, organigramme de l'équipe affectée au projet, organisation de l'équipe,
- Une note concernant les démarches de l'entreprise en faveur du développement durable,
- Un planning détaillé indiquant les moyens techniques et humains mis en place pour répondre aux exigences du maître d'ouvrage et démontrant le respect des délais contractuels.

Article 4. Sélection des candidatures, examen des offres et négociation

4.1 Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

4.2 Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP. Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables et irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Après classement final des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est retenue par le maître d'ouvrage.

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés notés sur 100 et énoncés ci-dessous :

- **Critère Prix des prestations pondéré à 40 % :**

La notation du critère sera effectuée suivant la formule suivante :

Formule inversement proportionnelle, soit : $\text{Note} = (\text{montant HT le moins élevé}) / (\text{montant HT proposé pour cette offre}) * \text{note maxi (40)}$

- **Critère Valeur technique pondéré à 60 % :**

La valeur technique sera notée sur 60 points au regard des éléments du mémoire technique selon les sous-critères suivants :

Équipe affectée (composition de l'équipe de maîtrise d'œuvre, CV détaillés présentant la qualification et le profil des intervenants au regard du projet ainsi que leur affectation dans chacune des missions) et moyens techniques dont le candidat dispose pour l'exécution de la mission.	15 points
Méthodologie pour la réalisation du projet : modalités d'exécution de la prestation, méthodologie de travail, relations avec les différents intervenants, compréhension des contraintes et de la mission au regard des prestations déjà réalisées.	30 points
Mesures prises en faveur du développement durable, éléments à caractères social et environnemental.	5 points
Calendrier prévisionnel de réalisation des prestations : planification cohérente et réaliste des délais d'études jusqu'à la consultation des entreprises de travaux ; planning prévisionnel de travaux.	10 points
TOTAL	60 points

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article 5. Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les candidatures ou offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des candidatures ou offres sera ouverte.

Les candidatures et offres doivent être déposées sur le profil acheteur suivant :

<http://www.coindesarchis.com/>

La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée.

L'envoi par voie postale n'est pas autorisé.

La remise contre récépissé n'est pas autorisée.

5.1 Conditions d'envoi par transmission électronique

Les candidats présenteront leur réponse au moyen de fichiers comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui qui est indiqué sur le site du profil d'acheteur.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutable (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Il est recommandé d'utiliser des fichiers mentionnés au référentiel général d'interopérabilité et des formats de documents révisables pour la remise de plis.

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima le nom du marché, ainsi que la nature du document. Les noms de fichiers ne devront pas excéder 35 caractères et ils se devront d'être clairs pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir.

5.2 Signature des documents transmis par le candidat

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) électroniquement tant à la réception des offres, que lors de l'attribution.

En cas de signature électronique volontaire des documents de la candidature ou de l'offre de la part des candidats, celle-ci se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique

5.3 Re-matérialisation des documents électroniques avant attribution

Les candidats sont informés de la re-matérialisation de l'offre en document papier, préalablement à la conclusion du marché avec l'attributaire. Le candidat sera alors invité à procéder à la signature manuscrite des documents re-matérialisés.

5.4 Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

Candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde sous forme de support physique électronique (CD-Rom, DVD-ROM, clé USB.) ou sous forme papier.

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné. La copie de sauvegarde ne peut être commune à l'ensemble des lots pour lesquels candidate éventuellement l'opérateur économique.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure.

Article 6. Renseignements complémentaires

6.1 Assistance aux candidats et échanges d'informations – Demande de renseignements

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent obligatoirement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<http://www.coindesarhis.com/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

6.2 Visite du site

Les candidats désirant réaliser une visite, peuvent se rendre librement sur le site, c'est un espace public ouvert.

6.3 Procédures de recours

Le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Caen

3, rue Arthur Le Duc

BP 25086

14050 Caen Cedex 4

Téléphone : 02 31 70 72 72

Télécopie : 02 31 52 42 17

Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr